

**Convention collective**

**IDCC : 9071. – EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES  
DE TRAVAUX AGRICOLES ET CUMA**

**(Ardèche)**

**(20 décembre 1983)**

(Etendue par arrêté du 14 juin 1984,  
*Journal officiel* du 4 juillet 1984)

AVENANT N° 61 DU 23 JANVIER 2015

RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2015

NOR : AGRS1597062M

IDCC : 9071

Entre :

La FDSEA de l'Ardèche ;

Le syndicat départemental des entreprises des territoires de l'Ardèche ;

La FDCUMA de l'Ardèche,

D'une part, et

L'UI FO de l'Ardèche et de la Drôme ;

L'UI CFDT de l'Ardèche et de la Drôme ;

L'UI CFTC de l'Ardèche et de la Drôme ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les salaires horaires et mensualisés du personnel non cadre afférents à chaque position hiérarchique sont fixés aux taux et aux montants suivants :

*(En euros.)*

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE Horaire	SALAIRE BRUT MENSUEL (pour 151,67 heures)
I	1	9,61 (*)	1 457,54
	2	9,70	1 471,19
II	1	9,76	1 480,29
	2	9,80	1 486,36
III	1	9,86	1 495,46
	2	9,95	1 509,11

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE BRUT MENSUEL (pour 151,67 heures)
IV	1	10,20	1 547,03
	2	10,50	1 592,53
(*) Valeur du Smic au 1 <sup>er</sup> janvier 2015.			

### Article 2

Les salaires horaires et mensualisés du personnel non cadre des emplois de techniciens et d'agents de maîtrise (TAM), afférents à chaque position hiérarchique, sont fixés aux taux et aux montants suivants :

*(En euros.)*

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE BRUT MENSUEL (pour 151,67 heures)
I	1	11,25	1 706,28
	2	11,60	1 759,37
II		12,00	1 820,04

### Article 3

Le présent avenant, dont les parties signataires demandent l'extension, prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

### Article 4

Cet avenant sera remis à chacune des organisations signataires et déposé en deux exemplaires (un sur support papier signé des parties, l'autre sur support électronique) par la partie la plus diligente à la DIRECCTE Rhône-Alpes, unité territoriale de l'Ardèche, section centrale du travail (SCT, dépôt des accords), rue André-Philip, 07000 Privas.

Fait à Privas, le 23 janvier 2015.

(Suivent les signatures.)